

Point de Presse du Conseil d'Etat

25 avril 2012

La version Internet fait foi

M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, conseiller d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Félicitations adressées à M. Jean Studer, président nommé du conseil de banque de la BNS	4
Soutien au renforcement de la lutte contre le blanchiment d'argent.....	4
La suppression du droit de timbre d'émission ne doit pas entraîner de conséquences financières pour les cantons.....	5
Genève	6
Annonce de fermeture du site genevois de Merck Serono : Genève se mobilise	6
Impôts : introduction de taux différents pour les intérêts en faveur du contribuable et de l'Etat	6
« Pas de cadeaux aux millionnaires : initiative pour la suppression des forfaits fiscaux » : pour l'adoption d'un contreprojet	7
90 nouveaux logements à Céligny	8
75 nouveaux logements à Satigny	8
Indemnités allouées à divers magistrats du pouvoir judiciaire.....	9
Modification du règlement fixant le nombre des juges assesseurs au Tribunal administratif de première instance	9
Budget de fonctionnement et d'investissement des Hôpitaux universitaires de Genève pour l'exercice 2012	9
Modification du règlement de la commission centrale d'éthique de la recherche sur l'être humain des Hôpitaux universitaires de Genève	10
La législation sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics sera désormais appliquée par le service du commerce.....	10
Fluidification de la circulation aux carrefours : solutions en cours d'analyse.....	11
Restructuration de la CGN : désignation de deux administrateurs.....	11
Soutien au projet de l'association Ecole des mamans Pâquis-centre	12
Mise à ban du Rhône genevois et de l'embouchure de ses affluents du 9 juin au 1 ^{er} juillet	12
Condoléances suite au décès de M. Michel Chevrolet.....	12
Condoléances suite au décès de Jo-Johnny	13
Agenda des invitations à la presse	14

Genève-Confédération

Félicitations adressées à M. Jean Studer, président nommé du conseil de banque de la BNS



Le Conseil d'Etat a présenté à M. **Jean Studer**, conseiller d'Etat neuchâtelois, chef du département de la justice, de la sécurité et des finances (DJSF), ses chaleureuses félicitations à l'occasion de sa nomination par le Conseil fédéral à la présidence du conseil de banque de la Banque nationale suisse (BNS), l'organe de surveillance de la plus haute institution monétaire suisse.

Le gouvernement genevois se réjouit qu'un Romand ait été nommé à cette haute fonction. Il est persuadé que la grande expérience de M. Studer en tant que vice-président du conseil de banque depuis 2007, ainsi que ses sept années passées à la tête du DJSF du canton de Neuchâtel lui permettront de relever avec succès ce nouveau défi d'importance.

Soutien au renforcement de la lutte contre le blanchiment d'argent

Le Conseil d'Etat a communiqué au Département fédéral de justice et police sa position relative au [projet de modification de la loi sur le blanchiment d'argent \(LBA\)](#). Le gouvernement genevois souligne l'importance qu'il attache à la collaboration internationale en matière de lutte contre le blanchiment et le terrorisme. Il insiste également sur la nécessité, pour notre pays, de pouvoir participer activement aux travaux menés dans le cadre du Groupe d'action financière (GAFI) et du Groupe Egmont, qui vise à soutenir et à encourager l'échange international d'informations entre les cellules de renseignements financiers des Etats.

Le Conseil d'Etat constate que la pratique restrictive de notre pays en matière d'échange d'informations n'est plus tolérée au plan international. Il est dès lors nécessaire d'adapter la législation suisse afin d'éviter les conséquences fâcheuses que pourrait avoir une suspension par le Groupe Egmont du bureau suisse de communication en matière de blanchiment (MROS).

Le Conseil d'Etat est dès lors favorable à ce que le MROS dispose d'un pouvoir étendu qui lui permettra de demander des informations à des intermédiaires financiers qui ne sont pas à l'origine de la déclaration de soupçon, mais pour lesquels un lien concret est démontré entre le fait suspect et les transactions ou relations d'affaires auxquelles ils ont pris part (article 11a de la LBA). Le Conseil d'Etat est également favorable à ce que l'on autorise l'échange d'informations financières, actuellement protégées par le secret bancaire, à des fins d'analyse uniquement et dans le cadre exclusif de la lutte contre le blanchiment, le crime organisé et le financement du terrorisme (article 30 de la LBA).

Le gouvernement relève que ce nouvel article 30 définit clairement les conditions de la transmission d'informations aux homologues étrangers et aux autorités tierces.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Andenmatten Louis, DF, ☎ 022 327 98 02.

La suppression du droit de timbre d'émission ne doit pas entraîner de conséquences financières pour les cantons

Consulté par la commission de l'économie et des redevances du Conseil national, le Conseil d'Etat a fait part de ses fortes réserves à l'égard de l'[avant-projet de loi modifiant la loi fédérale sur les droits de timbre](#), qui concrétise l'[initiative parlementaire « Supprimer les droits de timbre par étapes et créer des emplois »](#). Le projet, qui fait suite à la suppression récente par les chambres fédérales du droit de timbre d'émission sur les capitaux de tiers, vise à supprimer dans la foulée le droit de timbre d'émission sur le capital propre.

Si le Conseil d'Etat est sensible aux arguments de la commission relatifs au renforcement de l'attrait de la place économique suisse et à l'efficacité de son économie, il estime toutefois que la situation actuelle se prête mal à une telle réforme. Le gouvernement relève en particulier l'engagement prochain de négociations entre la Confédération et l'Union européenne sur l'imposition des *holdings* et des sociétés mixtes. Ces négociations aboutiront de toute évidence à une importante perte de recettes fiscales par le biais d'un allègement de l'imposition des personnes morales.

Le Conseil d'Etat souligne que le droit de timbre d'émission a rapporté à la Confédération près de 800 millions de francs en 2010. Le droit de timbre de négociation et le droit sur les primes d'assurance, dont la suppression est envisagée ultérieurement, a quant à lui rapporté plus de 2 milliards de francs durant la même année. Or, la planification financière de la Confédération fait apparaître un déficit structurel qui atteindra quelque 800 millions en 2014 et nécessitera par conséquent d'importantes mesures d'ajustement afin de respecter le frein à l'endettement.

Dans ces circonstances, le Conseil d'Etat ne voit pas de quelle manière la Confédération pourrait compenser la perte de recettes fiscales résultant de la suppression du droit de timbre d'émission, et *a fortiori* celle que provoquerait la suppression du droit de négociation et sur les primes d'assurance. Le gouvernement genevois constate que le rapport de la commission de l'économie et des redevances ne donne aucune explication à ce sujet.

Considérant en outre que les cantons et les communes sont concernés par les baisses de recettes fiscales que pourrait subir la Confédération, le Conseil d'Etat est d'avis qu'une étude approfondie sur les possibilités de financer le manque à gagner résultant de la suppression du droit de timbre d'émission est nécessaire avant l'élaboration d'un éventuel projet de loi, et que les cantons devraient être consultés quant aux résultats de ladite étude dans le cadre d'une procédure de consultation complémentaire. Une telle étude devrait englober également l'étape prévue ultérieurement, de manière à ce que les destinataires de la procédure de consultation complémentaire puissent prendre leur décision en toute connaissance de cause.

Pour toute information complémentaire : Mme Arlette Stieger, secrétaire générale adjointe, DF, ☎ 022 327 98 08.

Annonce de fermeture du site genevois de Merck Serono : Genève se mobilise

Le Conseil d'Etat a fait part de sa consternation et de son vif mécontentement à la direction genevoise de Merck Serono suite à l'annonce de la fermeture du siège de Sécheron, qui impacte le canton mais aussi l'ensemble de l'Arc lémanique. Il exprime son soutien et sa solidarité au personnel concerné par cette décision, qui constitue le plus important licenciement collectif de l'histoire genevoise.

Le gouvernement a déjà sollicité une rencontre avec la direction mondiale du groupe allemand à Darmstadt afin d'examiner avec elle d'autres scénarios. Il souligne qu'en l'état aucune mesure fiscale ne sera proposée.

Le Conseil d'Etat a également donné mandat au service de la promotion économique genevoise pour retrouver un ou des repreneurs pour le site et favoriser la venue de sociétés actives dans les biotechnologies susceptibles de faire appel aux compétences des salariés de Merck Serono.

Par ailleurs, une cellule de crise rattachée au département de la solidarité et de l'emploi a immédiatement été mise sur pied. Selon les informations transmises par la direction de Merck Serono, la fermeture du site concernera quelque 1250 collaborateurs sur une période s'étendant de juillet 2012 à fin juin 2013. La cellule de crise devra, dans un premier temps, obtenir de la société des précisions sur l'échelonnement des licenciements et sur les prestations du plan social. Elle organisera sur le site de Merck Serono, en langue française comme en langue anglaise, des séances d'information sur le dispositif de lutte contre le chômage à l'intention des personnels concernés. La cellule veillera à ce que la qualité des prestations de conseil et de suivi de l'office cantonal de l'emploi ne soit pas perturbée par ce licenciement collectif.

*Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, président du Conseil d'Etat, DARES,
☎ 022 546 88 00.*

Impôts : introduction de taux différents pour les intérêts en faveur du contribuable et de l'Etat

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi visant à introduire des taux différents pour les intérêts en faveur du contribuable et les intérêts en faveur de l'Etat. L'écart entre les deux taux sera au maximum de deux points.

Actuellement, la loi relative à la perception des impôts (personnes physiques et morales) prévoit un taux d'intérêt unique, qui doit être fixé par le Conseil d'Etat entre 1% et 4%. L'intérêt est dû aux contribuables pour chaque paiement effectué avant le délai ou sur les montants payés en trop. Il est perçu par l'Etat sur chaque versement insuffisant ou effectué hors délai.

Ce système n'est pas satisfaisant, car il n'incite pas les contribuables à payer leurs dettes fiscales en priorité, par rapport à d'autres dettes dont les taux d'intérêts sont plus élevés en cas de paiements tardifs. Le Conseil

d'Etat relève qu'en 2010 et 2011, le taux d'intérêt moyen de la dette publique cantonale s'est élevé, respectivement, à 2,6% et à 2,3%, alors que les taux de base servis par les grandes banques sur les livrets d'épargne standards étaient en moyenne inférieurs à 0,5%. Durant la même période, le taux unique lié à la perception des impôts s'est monté à 1,5%.

Le système actuel induit un important manque à gagner pour l'Etat. Selon les projections effectuées par l'administration fiscale, l'application de taux différenciés de 1% pour les intérêts en faveur des contribuables et 3% pour les intérêts en faveur de l'Etat générerait un surplus de recettes de plus de 70 millions de francs pour l'année 2013 par rapport aux intérêts nets prévus au budget 2012.

Le système genevois de taux équivalents constitue en outre une particularité en Suisse romande. L'écart entre le taux en faveur des contribuables et celui en faveur de l'Etat va actuellement de 1,5 point pour Fribourg à 8,5 points pour Neuchâtel, en passant par 2,5 points pour le canton de Vaud et 4,8 points pour le Jura.

Contexte du rééquilibrage des finances publiques

La modification proposée ne se justifie pas seulement du point de vue de la logique fiscale : compte tenu du contexte actuel, elle contribue de manière non négligeable au retour à l'équilibre des finances publiques, mises à mal par la conjoncture et par des facteurs structurels.

Le 23 novembre 2011, lors de la présentation de son [Plan financier quadriennal 2012-2015](#), le Conseil d'Etat a publié une série de mesures induisant une amélioration du résultat d'environ 300 millions de francs en 2015 par rapport à l'année 2011. Ces mesures, qualifiées d'immédiates et non conditionnelles, sont nécessaires pour viser un budget 2014 équilibré, de manière à respecter la [constitution](#) et la loi.

Or, si les mesures visant à réduire les dépenses sont d'ores et déjà intégrées au budget 2012 et le seront encore en 2013, tel n'est pas le cas des mesures qui touchent les impôts. Celles-ci visent pour l'essentiel à supprimer des « niches » fiscales qui profitent à des minorités de contribuables et dont certaines posent des problèmes de compatibilité avec le droit fédéral, ainsi qu'à suspendre temporairement le bouclier fiscal bénéficiant aux contribuables les plus aisés. Ces mesures sont actuellement examinées par la commission fiscale du Grand Conseil, qui semble aujourd'hui peu encline à entrer en matière, ce qui empêchera le peuple de se prononcer souverainement sur ces propositions.

Le Conseil d'Etat ne pourrait que déplorer un tel blocage, qui reviendrait non seulement à créer un déséquilibre injuste entre les efforts accomplis sur le plan des économies et l'absence d'effort au niveau des revenus fiscaux, mais qui hypothéquerait aussi l'indispensable retour à l'équilibre budgétaire. Dans ce contexte, le présent projet de loi relatif aux taux d'intérêt fiscaux revêt une importance toute particulière, puisqu'il permet de rétablir un certain équilibre entre l'augmentation des recettes et les mesures d'économie.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

« Pas de cadeaux aux millionnaires : initiative pour la suppression des forfaits fiscaux » : pour l'adoption d'un contreprojet

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un rapport sur la recevabilité et la prise en considération de l'[initiative populaire 149 « Pas de cadeaux aux millionnaires : initiative pour la suppression des forfaits fiscaux »](#).

Le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil d'admettre la recevabilité de l'IN 149, puisque les différentes conditions (unité de la matière, unité de la forme, unité du genre, clarté, conformité au droit supérieur, exécutabilité) apparaissent remplies.

Sur le fond, le Conseil d'Etat s'oppose à l'IN 149. En effet, l'imposition d'après la dépense (ou forfait fiscal) est réservée aux ressortissants étrangers domiciliés à Genève. L'assiette imposable est calculée sur la base des frais annuels occasionnés afférents au train de vie du contribuable et des personnes à sa charge. Le droit

genevois prévoit que la dépense ne doit pas être inférieure à 300'000 francs. A noter que les contribuables aux forfaits sont soumis aux droits de succession. Ainsi, en 2008, les recettes effectives provenant de cet impôt se sont montées à 88,992 millions de francs et les recettes en matière de droits de succession et de donation en 2011 à 35,427 millions de francs.

Une abrogation de cette loi ne ferait qu'encourager les personnes résidentes à Genève au bénéfice de forfaits fiscaux à déménager dans des cantons voisins exerçant ce type d'imposition.

Un projet de loi fédérale sur l'imposition d'après la dépense vient d'être adopté par le Conseil des Etats. Il prévoit de durcir le calcul des montants déterminant l'assiette et de fixer un montant plancher, la dépense ne devant pas être inférieure à 400'000 francs.

Par conséquent, le Conseil d'Etat s'oppose à cette initiative et propose au Grand Conseil l'adoption d'un contreprojet à l'IN 149 afin de durcir les conditions d'imposition d'après la dépense actuellement en vigueur à Genève à l'instar de la loi fédérale. Le contreprojet aurait pour but, d'une part de conserver une cohérence et une lisibilité sur l'assiette imposable IFD et ICC, d'autre part, d'atténuer d'éventuelles inégalités fiscales entre les hauts revenus et les personnes au bénéfice de ce type d'imposition.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

90 nouveaux logements à Céligny



Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur des terrains situés au sud de la route des Coudres, à Céligny. D'une superficie totale de 17'649 m², le périmètre se trouve en zone de développement 4B.

Le projet propose la création de sept bâtiments de deux étages sur rez-de-chaussée plus superstructure habitable, affectés principalement à des logements. Cent soixante-quatre places souterraines de parking et vingt-six places en surface sont prévues.

Le conseil municipal de Céligny a préavisé favorablement ce projet le 5 avril 2011. La procédure d'opposition ouverte du 2 septembre au 3 octobre 2011 n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève: www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

75 nouveaux logements à Satigny

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier portant sur des terrains situés à l'angle des routes du Mandement et d'Aire-la-Ville, à Satigny. D'une superficie totale de 11'167 m², ces deux parcelles privées sont situées en zone de développement 4B protégée.

Le projet propose de construire deux immeubles de trois étages sur rez-de-chaussée affectés à du logement ainsi qu'un bâtiment d'un étage sur rez-de-chaussée plus superstructure abritant 30 logements pour les personnes âgées. Une surface de 1200 m² sera consacrée à des activités. Cent vingt-cinq places souterraines de parking et quatorze places en surface sont prévues.



Le conseil municipal de Satigny a préavisé favorablement ce projet le 22 novembre 2011. La procédure d'opposition ouverte du 17 janvier au 16 février 2012 n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève: www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

Indemnités allouées à divers magistrats du pouvoir judiciaire

Le Conseil d'Etat a approuvé un projet de loi modifiant la loi sur le traitement du pouvoir judiciaire, ainsi qu'un nouveau règlement concernant les indemnités allouées à divers magistrats du pouvoir judiciaire.

Certaines dispositions n'étaient plus conformes ou peu adaptées à la nouvelle organisation judiciaire et l'indemnisation de l'activité de certains magistrats n'était tout simplement pas prévue. La loi est notamment complétée afin de viser également les membres du Tribunal arbitral et ceux du Conseil supérieur de la magistrature, ainsi que les conciliateurs et conciliateurs assesseurs du Tribunal des prud'hommes.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 11.

Modification du règlement fixant le nombre des juges assesseurs au Tribunal administratif de première instance

Le Conseil d'Etat a fixé par voie réglementaire le nombre de juges assesseurs spécialisés en matière immobilière, appelés à siéger au Tribunal administratif de première instance afin de délibérer en matière d'expropriation. Les dix juges assesseurs seront élus par le Grand Conseil.

Cette modification réglementaire fait suite à la suppression de la commission cantonale de conciliation et d'estimation en matière d'expropriation et au transfert de ses compétences au Tribunal administratif de première instance. Ce changement intervient à la faveur de modifications de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (LEx-GE), du 10 juin 1933 et de la loi sur l'organisation judiciaire (LOJ), du 26 septembre 2010 (LOJ), entrées en vigueur le 27 septembre 2011.

Pour toute information complémentaire : Mme Hana Sultan Warnier, secrétaire générale adjointe, DSPE, ☎ 022 327 92 13.

Budget de fonctionnement et d'investissement des Hôpitaux universitaires de Genève pour l'exercice 2012

A la suite de la décision du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève du 9 février 2012, le Conseil d'Etat a ratifié le budget de fonctionnement et d'investissement pour l'année 2012 des Hôpitaux universitaires de Genève.

L'indemnité monétaire de fonctionnement s'élève à 821,645 millions de francs et celle des investissements à 47,796 millions.

*Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur, service financier, DARES,
☎ 022 546 88 30.*

Modification du règlement de la commission centrale d'éthique de la recherche sur l'être humain des Hôpitaux universitaires de Genève

Le Conseil d'Etat a approuvé la décision du conseil d'administration des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) du 9 février 2012 de modifier le règlement de la commission centrale d'éthique de la recherche sur l'être humain, du 11 février 2004, avec entrée en vigueur immédiate.

Les principales modifications portent notamment sur les éléments suivants :

- la disparition des comités d'éthique départementaux auxquels succède une seule commission d'éthique de la recherche sur l'être humain ;
- l'obligation des membres de la commission d'éthique et des investigateurs à annoncer des conflits d'intérêts potentiels pouvant influencer sur le déroulement de la recherche, l'analyse et la publication des résultats ;
- la mention explicite de la participation d'un patient à une étude clinique dans son dossier médical.

Pour toute information complémentaire : Mme Thérèse Legerer, direction de la communication et du marketing, HUG, ☎ 022 372 60 06.

La législation sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics sera désormais appliquée par le service du commerce

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application relatif à la loi sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics (RIF).

Après une première phase de mise en œuvre de cette législation par la direction générale de la santé, c'est désormais à la direction générale des affaires économiques (DGAE), soit pour elle au service du commerce, que revient la responsabilité de l'appliquer dès le 1^{er} mai 2012.

Cette interdiction concerne en effet principalement les établissements régis par le droit relatif à la restauration, au débit de boissons et à l'hébergement, dont l'application relève aujourd'hui de la compétence du service du commerce.

*Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 00.*

Fluidification de la circulation aux carrefours : solutions en cours d'analyse

Le Conseil d'Etat a répondu une [question écrite](#) l'interpellant sur le sort du carrefour à damier.

Testé à la fin des années 1990, le marquage en damier des carrefours, destiné à interdire l'arrêt des véhicules au milieu des intersections et préserver ainsi la fluidité du trafic dans ces zones, n'a pas été retenu dans les normes faisant foi de l'Office fédéral des routes.

L'arrêt et le barrage des intersections sont proscrits par l'Ordonnance sur la signalisation routière (OSR). Pour autant, la direction générale de la mobilité, préoccupée par le fait que l'obstruction des carrefours gêne tant le trafic individuel motorisé que le passage des transports publics, poursuit ses réflexions pour remédier à cette fâcheuse situation et continue à rechercher les solutions les plus adéquates permettant de détecter et d'amender les contrevenants.

Pour toute information complémentaire : M. Enrique Marti, chef du service des enquêtes de circulation et chantiers, DIM, ☎ 022 546 78 71.

Restructuration de la CGN : désignation de deux administrateurs



Le Conseil d'Etat a désigné M. **Jean-Marc Mermoud** (à gauche), ingénieur, ancien président de l'Association des communes genevoises (ACG), et M. **Moreno Sella** (à droite), administrateur-délégué de la Fiduciaire Edmond-Favre SA, ancien directeur général de l'administration des finances de l'Etat de Genève, en qualité d'administrateurs du Groupe CGN SA représentant la République et canton de Genève au sein de son conseil d'administration, à compter du 16 mai 2012.



Il a également pris acte de la démission pour cette échéance de M. Patrick Pettmann de ses fonctions d'administrateur représentant le canton de Genève au conseil d'administration de

la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN), dont il assumait par ailleurs la vice-présidence. Le gouvernement lui exprime sa reconnaissance pour son engagement en faveur de la CGN.

Ces désignations font partie du processus de restructuration de la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN) entamé dès 2009, suite aux conclusions de l'audit de gestion de la CGN, commandité par les cantons de Vaud, Valais et Genève, qui préconisait, entre autres, une clarification des buts de la CGN ainsi qu'une refonte de sa structure interne.

Le nouveau conseil d'administration resserré comprendra neuf membres, dont cinq représentants les pouvoirs publics cantonaux, qui seront notamment chargés de veiller à la mise en œuvre de la nouvelle gouvernance de la société.

Dans cette perspective, le Grand Conseil a adopté, en décembre 2010, la loi sur la Compagnie générale de navigation sur le lac Léman (CGN) et, en mars 2012, une loi soutenant la restructuration de la CGN, par l'abandon de créances de 7,78 millions de francs, la transformation du capital social, la prise de participation à hauteur de 2,87 millions et l'ouverture d'une subvention d'investissement de 3,69 millions. Cette dernière vise à concrétiser la participation renforcée de l'Etat de Genève, aux côtés des cantons de Vaud et du Valais, aux nouvelles structures de la compagnie et à en assurer durablement la pérennité.

Les engagements du canton de Genève en faveur de la CGN ainsi que la désignation des nouveaux administrateurs ne prendront effet que pour autant que l'assemblée générale de la CGN ratifie le 16 mai 2012 la restructuration attendue de la compagnie.

*Pour toute information complémentaire : M. Michaël Flaks, directeur général de l'intérieur, DIM,
☎ 022 327 96 03 ou 079 626 85 90.*

Soutien au projet de l'association Ecole des mamans Pâquis-centre

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 23'800 francs à l'association Ecole des mamans Pâquis-centre pour son projet « Cours de français pour mères migrantes ».

Le financement octroyé participe à l'organisation de quatre heures de cours de français par semaine réparties sur trois jours, contribuant à l'apprentissage du français pour des mères migrantes et précarisées dont les enfants fréquentent l'école de Pâquis-centre. Les cours de français et les repas préparés par les mamans et pris en commun permettent à celles-ci, par le développement des liens famille-école, de mieux vivre et comprendre la scolarité de leurs enfants.

Pour toute information complémentaire : M. Steve Cassard, coordinateur de projets, bureau de l'intégration des étrangers, DSPE, ☎ 022 546 74 86.

Mise à ban du Rhône genevois et de l'embouchure de ses affluents du 9 juin au 1^{er} juillet

En prévision de la vidange du barrage de Verbois et de la chasse de sa retenue, le Rhône genevois et l'embouchure de ses affluents seront mis à ban entre le 9 juin et le 1^{er} juillet 2012 inclus au plus tard.

Les vidanges sont des opérations complexes nécessitant des restrictions d'accès au cours d'eau ou à ses affluents afin d'assurer une sécurité optimale durant toute la période de ces opérations.

Ces restrictions d'accès touchent la navigation sur le Rhône et l'Arve en aval du pont de Saint-Georges, mais également la baignade, la pêche et toute autre activité sise dans le cours d'eau proprement dit, son lit, ses berges et les zones exondées.

Par ailleurs, la circulation est interdite par mesure de sécurité durant la période de vidange sur la route communale de Charny (commune de Satigny) dans la section allant du lieu-dit « Fin route de Peney-Dessus » jusqu'au pont des Soupîrs, en raison de sa situation sur un glissement de terrain.

Pour toute information complémentaire : M. François Pasquini, directeur du service de l'écologie de l'eau, DIM, ☎ 022 388 80 61.

Condoléances suite au décès de M. Michel Chevrolet

C'est avec tristesse et émotion que le Conseil d'Etat a appris le décès soudain de M. Michel Chevrolet, conseiller municipal de la Ville de Genève et membre de l'Assemblée constituante. Le gouvernement a exprimé à la famille du défunt ses plus sincères condoléances et s'associe au deuil qui la frappe.

Michel Chevrolet était unanimement reconnu comme un passionné de Genève. D'abord par ses actions au sein de la commune de Meyrin, puis au sein de médias et notamment à la direction de la télévision Léman Bleu, et enfin par ses fonctions politiques à la Ville de Genève et à la Constituante, il a toujours tout mis en œuvre pour faire rayonner Genève et mettre en avant les points forts du canton.

Figure genevoise emblématique, bénéficiant d'une grande notoriété, M. Chevrolet était un homme débordant d'idées, audacieux, engagé et fervent défenseur de la diversité culturelle de notre canton.

Condoléances suite au décès de Jo-Johnny

Le Conseil d'Etat a fait part de ses condoléances à la famille de M. John François Girod, plus connu sous le nom de Jo-Johnny, dont le gouvernement a appris le décès avec tristesse et émotion.

Grand comédien genevois, fameux pour ses apparitions et son implication dans la Revue, Jo-Johnny était un artiste d'exception. Elève d'Emile Jaques-Dalcroze lui-même, puis formé à l'art dramatique au Conservatoire, Jo-Johnny est monté sur scène avec les plus grands. Le Palais Mascotte et le Casino-Théâtre, pour ne citer que quelques établissements phares de la vie nocturne genevoise, n'avaient plus de secret pour lui. Comédien incontournable dans diverses revues, le théâtre et le music-hall étaient sa passion.

Son accent genevois et ses expressions typiques resteront gravés dans les mémoires. Sa personnalité attachante était unanimement appréciée.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
26 avril 10h17	Voyage inaugural des nouvelles rames Duplex Regio CFF qui circuleront entre Genève et Lausanne	Gare de Romont (voie 1)	DIM	Jean-Philippe Schmidt (CFF) ☎ 051 220 43 43
3 mai 11h00	Présentation du label pour les entreprises engagées dans la lutte contre le chômage	Salle des Abeilles du Palais de l'Athénée 2, rue de l'Athénée 1204 Genève	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
8 mai 10h00	Soutien aux athlètes genevois pour les JO 2012	<i>Sera communiqué ultérieurement</i>	DIP VGe	May Piaget (DIP) ☎ 022 546 69 18